

## L'AGRICULTURE

L'INDUSTRIE LAITIÈRE—LES REMBOURSEMENTS ANNONCÉS PAR LE MINISTRE—DATE DE L'ENVOI DES CHÈQUES À L'OFFICE DES PRODUCTEURS DU QUÉBEC

[Français]

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné l'annonce d'un remboursement de 16c les 100 livres aux producteurs de lait industriel, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si ces remboursements seront bientôt expédiés à l'Office des producteurs de la province de Québec?

[Traduction]

**L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas au juste à quoi se rapportent les 7 cents. J'ai annoncé il y a quelque temps un remboursement de 20 à 10 cents sur la retenue à l'égard du lait industriel, et de 26 à 10 cents sur les quantités recueillies avant juin, je crois. Certains de ces chèques devraient être prêts bientôt, mais je vais m'assurer de la date exacte de leur expédition.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES SECOURS EN ARGENT AUX RÉFUGIÉS PAKISTANAIS

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il nous dire où en sont actuellement les choses relativement à la contribution de 18 millions de dollars, récemment annoncée, pour aider les réfugiés du Pakistan en Inde? Peut-il nous dire quelle partie de ce montant a déjà été versée, à qui et sous quelle forme?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais tenir la question pour préavis. Je pourrais ajouter, cependant, que la politique du gouvernement canadien demeure inchangée. Nous avons l'intention d'offrir cet argent pour aider les réfugiés. Inutile de souligner que des complications surgissent lorsque les réfugiés retournent dans leur pays, mais nous en discuterons au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

• (2.20 p.m.)

[Plus tard]

**M. Macquarrie:** Ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu les problèmes clairement énormes qui suivront la cessation des hostilités, songe-t-on à stocker des vivres et du matériel dans la région avoisinante et, surtout, le gouvernement imite-t-il le gouvernement des États-Unis en se procurant d'énormes quantités de pommes de terre transformées afin de les distribuer pour défendre cette cause très méritoire?

**Une voix:** Des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard.

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement suit les événements de près. Comme je l'ai dit en réponse à la question précédente, la situation évolue. Il n'y a plus autant de réfugiés en Inde mais de nouvelles complications découleront de la politique avouée de l'Inde de

[M. l'Orateur.]

reconnaître le nouvel État du Bangla Desh, ce qui n'est pas la politique canadienne pour le moment. Nous avons donc des difficultés à cet égard.

Je puis ajouter, le député le sait déjà, que nous avons pris des dispositions pour envoyer des vivres au Pakistan oriental. Il a été impossible de les livrer; ils ont été détournés mais j'espère qu'on pourra les livrer afin qu'ils puissent aider. Nous comptons faire davantage. Je suis sûr que le député m'accordera que le gouvernement canadien devrait faire tout son possible pour aider dans cette entreprise humanitaire.

LE CONFLIT INDO-PAKISTANAIS—LA RÉOLUTION PRÉSENTÉE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ—LE CANADA ET LE DROIT À L'AUTONOMIE DU PAKISTAN ORIENTAL

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question est connexe. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il dire à la Chambre si le gouvernement britannique a proposé une résolution de compromis au Conseil de sécurité demandant un cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan tout en tenant compte de la réalité et en reconnaissant le fait que le peuple du Pakistan oriental devrait avoir le droit de choisir l'indépendance s'il le désire, et que le retrait des forces indiennes du Pakistan oriental dépend de cette reconnaissance?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je ne puis me porter garant des termes de la résolution mais je puis confirmer qu'une résolution a été proposée au Conseil de sécurité; elle ressemble à notre proposition du début alors que l'Assemblée générale était saisie de la question; malheureusement, nous n'avons pu la faire adopter. Nous sommes d'avis qu'il conviendrait d'adopter une formule beaucoup plus réaliste que celle qui a été adoptée par l'Assemblée générale.

**M. Brewin:** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures va-t-il jusqu'à approuver la résolution recommandant que le Pakistan oriental ait droit à l'indépendance s'il la désire?

**L'hon. M. Sharp:** Comme je n'ai pas pris connaissance de cette résolution, j'hésite à répondre. L'autonomie et le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays posent—comme le député le sait—un problème qui n'a pas encore été réglé.

\* \* \*

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ ET LA CRÉATION D'EMPLOIS

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Étant donné que le Conseil économique du Canada a annoncé dans son dernier rapport, publié récemment, comme le sait le ministre, que la productivité industrielle au Canada doit augmenter considérablement si l'économie doit fournir les emplois qu'exige l'accroissement rapide de la population active, le gouvernement compte-t-il réaliser cet accroissement de la productivité par des mesures d'encouragement fiscal en faveur des industries, ou par d'autres moyens?